

ÉNERGIE EST : RÉSUMÉ DU MÉMOIRE PRÉSENTÉ PAR GREENPEACE À LA COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

À la lumière de la littérature et des prévisions scientifiques disponibles, ainsi que des expériences passées, Greenpeace rejette en bloc le projet Énergie Est. Ce projet de pipeline est incompatible avec une économie saine, présente d'importants risques de déversements en contrepartie d'infimes bénéfices, aggrave les impacts des changements climatiques et ne passe pas le test de l'acceptabilité sociale.

Des risques de déversements beaucoup trop importants

Un projet comme Énergie Est présente une panoplie de risques, dont plusieurs menacent la santé et la sécurité des populations, l'approvisionnement en eau potable, les écosystèmes et la stabilité du climat planétaire. La question n'est pas à savoir si oui ou non des déversements se produiront, mais bien à savoir où et combien de litres d'hydrocarbures seront rejetés dans l'environnement. Une seule défaillance dans le fonctionnement du pipeline pourrait avoir des impacts graves et à long terme sur l'environnement, affecter la santé humaine et avoir des impacts négatifs à long terme sur plusieurs secteurs économiques. En comparaison, les maigres bénéfices associés au projet apparaissent très limités. Dans l'ensemble, ce projet est tout simplement incompatible avec un environnement sain et une économie saine.

Parmi les impacts marquants, mentionnons;

- Impacts sur l'eau potable : En moins de douze heures, ce seraient 26 prises d'eau de la région de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) qui seraient atteintes par la progression du panache de contamination. Le pipeline passerait au-dessus des principales zones de recharge de l'aquifère rocheux ce qui serait potentiellement catastrophique en cas de déversement.
- Impacts sur les écosystèmes : Un déversement à proximité des milieux naturels pourrait avoir des effets irréversibles pour la faune et la flore et entraîner la contamination de la nappe phréatique.
- Impacts sur la santé et la sécurité humaine : Lors du déversement dans la rivière Kalamazoo, 320 personnes ont eu des nausées, des vomissements, des céphalées ou de la somnolence et quarante-cinq maisons ont dû être évacuées. En cas d'exposition prolongée, les polluants peuvent également être toxiques pour le système sanguin et le système immunitaire ainsi qu'être cancérigènes. Enbridge prévoit une zone d'évacuation allant jusqu'à 1,6 km de chaque côté du pipeline en cas de rupture complète de son pipeline Ligne 9b, ce qui laisse présager une zone d'évacuation probablement équivalente et potentiellement encore plus étendue pour Énergie Est.

- Impacts économiques : Selon une étude par The Goodman Group, les coûts associés à un déversement de ce pipeline qui passe à proximité de grandes populations pourraient plutôt aller jusqu'à 10 milliards. Or, la limite de responsabilité en l'absence de preuve de faute ou de négligence est établi à seulement un milliard de dollars pour les compagnies exploitant des pipelines.

D'autres facteurs contribuent à l'augmentation des risques. Parmi eux, notons que :

- Selon TransCanada, le système de détection automatique d'Énergie Est serait en mesure de détecter les fuites à partir d'une taille de 1,5% à 2% du débit. Une fuite de 1,5 % du débit risquerait donc de ne pas être décelée par le système et pourrait continuer à fuir pendant des jours, voire des semaines. Ainsi, c'est plus de 2,6 millions de litres qui pourraient s'échapper chaque jour dans l'environnement sans que cette fuite ne soit décelée par le système de détection automatique prévu par TransCanada. Cela fait penser au récent déversement du pipeline de Nexen en Alberta où il s'est écoulé plus de deux semaines et cinq millions de litres avant que la fuite ne soit détectée.
- Seulement 17% des fuites sont identifiées via les salles de contrôle des pipelines et ce sont les membres du public et les intervenants d'urgence qui sont les plus susceptibles de détecter les fuites, plus encore que les systèmes de détection à distance ou que les employés des compagnies pipelinières.
- TransCanada dit vouloir utiliser deux systèmes de détection internes alors que l'agence gouvernementale chargée de la sécurité du transport de matières dangereuses par pipeline aux États-Unis a affirmé que les systèmes externes, bien qu'ils soient plus coûteux, ont un potentiel de détection hautement plus sensible et rapide que n'importe quel système de détection interne.
- La nature du bitume dilué peut entraîner des phénomènes qui rendent la détection des fuites plus ardue comme cela s'est produit lors du déversement dans la rivière Kalamazoo.
- Le protocole mis au point par TransCanada prévoit qu'il pourrait s'écouler 22 minutes entre le déclenchement de l'alarme, la coupure d'alimentation du pipeline et la fermeture des vannes et des pompes (soit 10 minutes pour établir un diagnostic et 12 minutes pour stopper le débit). En 22 minutes, une fuite de 100% du débit du pipeline relâcherait plus de 2,6 millions de litres dans l'environnement, et ce, sans compter les pertes subséquentes dues au drainage par gravité du pétrole.
- La présence de glace plusieurs mois par année sur les rivières de la CMM et sur le Saint-Laurent pourrait affecter la capacité de détection des fuites, d'intervention et nuire aux opérations de nettoyage.
- À la lumière de la contamination résiduelle et des capacités de récupération limitées observées suite au déversement de 100 000 litres de pétrole léger dans la rivière Chaudière (tragédie du Lac-Mégantic), il est permis de s'inquiéter lorsque l'on sait qu'en cas de déversement, Énergie Est pourrait laisser s'échapper des millions de litres de pétrole lourd ou de bitume dilué (dilbit).

- Il y a un manque flagrant de données sur les effets écotoxicologiques spécifiques au dilbit.
- L'expérience du déversement dans la rivière Kalamazoo a démontré que le dilbit coule au fond de l'eau quelque temps après le déversement.
- Énergie Est traverserait onze rivières situées dans des zones à risque élevé de glissement de terrain au Québec et 20 zones à risque modéré de glissement de terrain dont deux situées sur le territoire de la CMM. À ces catégories de risque s'ajoutent 69 autres zones considérées comme ayant un niveau de risque plus faible par TransCanada. Un glissement de terrain pourrait fortement endommager le pipeline et causer un déversement.
- La traversée prévue pour la rivière des Outaouais comporte « des risques de guidage difficile, d'effondrement du trou de forage, [...] et de pertes de fluide », ce qui pousse le rapport à conclure qu'elles sont techniquement infaisables.
- Des dizaines de barrages sont situés en amont des rivières qui seraient traversées par Énergie Est et selon un rapport du Commissaire au développement durable, l'état d'entretien de ces barrages est problématique et les informations sur la solidité de ceux-ci fait défaut.

De bien maigres retombées économiques

La firme spécialisée « The Goodman Group » a produit un rapport complet sur les enjeux économiques en lien avec le transport et le traitement du pétrole brut des sables bitumineux au Québec. À la lumière de leur rapport et des risques, les retombées positives d'Énergie Est sont bien insignifiantes.

- En acceptant d'être un intermédiaire et/ou une unité de valorisation pour les sables bitumineux, le Québec verrait surtout augmenter ses externalités négatives sur les plans de l'environnement et du risque, sans toutefois que les gains économiques permettent de compenser celles-ci.
- Selon les documents soumis à l'ONÉ, la mise en service du pipeline ne créerait que 60 emplois directs à long terme au Québec.
- À la lumière de ces informations contenues dans les rapports commandés par la CMM, il semble que le passage du pipeline sur son territoire ne se traduirait pas par des gains, mais constituerait possiblement une dépense pour les municipalités.
- De plus, les bénéfices sont tellement négligeables que le rapport publié par l'Ontario Energy Board conclut que ceux-ci ne devraient tout simplement pas être considérés comme un facteur significatif dans l'évaluation du projet. Il conclut que le projet comporte plus de risques environnementaux et économiques que de bénéfices pour les Ontariens.
- Il est fort possible que près de 90% du bitume qui serait transporté par Énergie Est soit exporté directement à l'international sans être raffiné au pays.

Énergie Est : incompatible avec les objectifs climatiques du Québec et du Canada

- Selon une étude parue dans la revue Nature, 85% des réserves de sables bitumineux du Canada devront rester sous terre pour que le Canada fasse sa juste part pour limiter le réchauffement climatique à 2°C.
- Le Canada s'est engagé à réduire ses émissions de 17% par rapport au niveau de 2005, mais il prévoit plutôt atteindre une maigre réduction d'à peine plus de 1%.
- Selon Environnement Canada, l'industrie des sables bitumineux, qui générerait 34 millions de tonnes d'équivalent CO₂ (Mt d'éq-CO₂) par année en 2005, atteindra 103 Mt d'émissions annuelles en 2020, soit un ajout de 69 Mt d'éq-CO₂ au bilan annuel canadien.
- 100 scientifiques (incluant 12 membres de la Société Royale du Canada, 22 membres de l'Académie Nationale des Sciences des États-Unis, 5 récipiendaires de l'Ordre du Canada, et un lauréat du prix Nobel) ont demandé un moratoire sur l'expansion des sables bitumineux. Selon eux, « aucun nouveau projet d'exploitation ou infrastructure associée ne devrait être déployé à moins d'être accompagné d'un plan cohérent, garantissant la réduction de nos émissions de GES, la protection de la biodiversité et de la santé humaine, ainsi que les droits des peuples autochtones ».
- L'Office national de l'énergie et le gouvernement du Québec refusent d'évaluer l'impact climatique global d'Énergie Est.
- L'industrie des sables bitumineux souhaite se développer, mais elle est enclavée en Alberta. Pour croître, accéder aux marchés et vendre son produit, elle a besoin de nouveaux pipelines.
- Énergie Est permettrait à l'industrie de produire de 650 000 à 751 000 barils supplémentaires de pétrole issu des sables bitumineux par jour. Cela représente une augmentation de la production des sables bitumineux de l'ordre de 34 à 39%. Cette seule hausse de production se traduirait par une hausse des émissions de GES de 29,8 à 32,3 Mt par année au Canada. La production de pétrole supplémentaire pour alimenter le pipeline Énergie Est aurait donc un impact climatique équivalent à l'ajout de 7,5 à 8,1 millions de voitures sur les routes du Canada.
- Selon les calculs des chercheurs ayant publié dans la Revue Nature, chaque baril de pétrole supplémentaire produit grâce à l'implantation d'un pipeline entrainerait une hausse de la consommation globale de pétrole l'ordre de 0,6 baril.
- Basé sur l'analyse faite pour le pipeline Keystone XL, l'impact global d'Énergie Est, incluant les émissions en amont et en aval, pourrait être de l'ordre de 110 Mt d'éq-CO₂ supplémentaires chaque année durant environ 40 ans, soit 4400 Mt d'éq-CO₂.
- Le gouvernement du Québec, la CMM et la ville de Montréal se sont engagés à contribuer significativement à la réduction des émissions de GES.

- Le Québec a adhéré au Protocole d'accord sur le leadership climatique mondial (Under 2 MOU) aux côtés d'autres États qui se sont engagés à réduire leurs émissions de GES de 80 à 95 % d'ici 2050 par rapport à 1990. En août dernier, le Québec s'est également engagé, avec les dix autres États et provinces partenaires de la Conférence des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada (CGNA-PMEC), à contribuer à une cible régionale de réduction d'émissions de GES de 35 à 45 % sous le niveau de 1990 d'ici 2030.
- Accepter Énergie Est reviendrait à annuler tous ces efforts.
- Le transport par train est trop peu avantageux économiquement comparativement au transport par pipeline pour le remplacer entièrement.
- Les compagnies pétrolières veulent à tout prix que leur pétrole rejoigne les marchés internationaux et si le faire par train est rentable, et si nous les laissons faire, elles le feront.

Énergie Est n'est pas socialement acceptable

- Le projet Énergie Est est décrié de toutes parts. Sondages, mobilisation citoyenne, manifestations, etc.
- 71% des Québécois croient que la protection du climat est plus importante que la construction d'Énergie Est.
- Selon les résultats du questionnaire en ligne mené par la CMM, pas moins de 96% des 4000 répondants considèrent que le projet n'est pas nécessaire et 100% favorisent la réduction de notre consommation de pétrole et le développement de solutions alternatives à l'expansion des sables bitumineux
- 25 000 personnes et plus qui ont pris part à la marche Action Climat en avril 2015 et qui avait comme thème « Oui au climat. Non aux sables bitumineux! »
- Près de 100 000 personnes ont maintenant signé la pétition d'Équiterre contre le projet Énergie Est et l'expansion des sables bitumineux. Une pétition, cette fois lancée par Greenpeace et d'autres organismes environnementaux, a permis à 100 000 personnes d'exiger de l'Office national de l'énergie (ONÉ) qu'il prenne en compte les changements climatiques dans son évaluation du projet Énergie Est. Plus de 52 000 personnes ont signé la pétition de Nature Québec pour protéger les bélugas de l'estuaire du St-Laurent face à ce projet.
- La mobilisation citoyenne s'est aussi organisée autour de la place du français dans le processus d'évaluation mené par l'ONÉ. Des groupes citoyens, agricoles, environnementaux, syndicaux et de défense de la langue française se sont associés pour dénoncer que l'ONÉ refuse de forcer TransCanada à rendre disponible sur le site de l'ONÉ une traduction officielle en français des 30 000 pages de documents.
- Près de 70 municipalités du Québec se sont déjà prononcées contre le projet.

- En Ontario, les chefs autochtones ont exigé que le processus d'évaluation de l'ONÉ soit suspendu tant et aussi longtemps que l'organisme ne remplissait pas son devoir de consultation des Premières Nations.
- À l'instar de son pendant ontarien, l'association représentant les chefs autochtones québécois critique le processus d'examen du projet d'oléoduc Énergie Est, qui, à son avis, ne respecte pas les droits des Premières Nations.
- La mobilisation ne se limite pas au cas d'Énergie Est. C'est un véritable mouvement contre l'exploitation irresponsable des hydrocarbures extrêmes et leur transport qui s'organise au Canada et au-delà.
- L'opposition au projet de pipeline Northern Gateway en Colombie-Britannique rallie 130 nations autochtones et les sondages démontrent que 50 à 60 % des Britanno-Colombiens sont contre le projet.
- Plus de 100 personnes ont été arrêtées en 2014 en manifestant pacifiquement contre le projet de pipeline Kinder Morgan sur la montagne Burnaby.
- Aux États-Unis, face à Keystone XL, plus de 1200 personnes ont pris part à une manifestation devant la maison blanche et ont été arrêtées suite à des actions de désobéissance civile non violente pour rappeler au Président Obama qu'il doit refuser de laisser passer ce pipeline.
- L'année 2014 a connu la plus grande manifestation de l'histoire planétaire en faveur du climat où 400 000 personnes ont défilé dans les rues de New York pour demander de l'action sur les changements climatiques.

Le rôle du Québec dans le transport et le traitement du pétrole brut des sables bitumineux, dont l'ampleur pourra varier considérablement (de nulle ou négligeable à considérable), dépendra des choix que fera cette province au cours des prochaines années. Dans le contexte actuel en évolution (rentabilité économique des sables bitumineux de plus en plus menacée, et incertitudes quant aux autres grands projets d'oléoducs), les choix du Québec par rapport aux sables bitumineux ont le potentiel d'affecter de manière particulièrement importante l'expansion de ces derniers. Si le Québec accepte les projets proposés, cette décision participera à consolider la rentabilité et les perspectives d'expansion toutes deux en baisse des sables bitumineux. Si, au contraire, le Québec refuse les projets proposés, cela accélérera la recherche de solutions de rechange à l'expansion des sables bitumineux : (a) en limitant le nombre d'oléoducs pouvant être utilisés par les exploitants de sables bitumineux; (b) en ayant un effet dissuasif sur le développement de projets à court terme; et (c) en donnant plus de temps aux réalités émergentes du marché (et à d'autres facteurs) pour contraindre l'expansion future des sables bitumineux.

Greenpeace croit que nous sommes à un point tournant et devons faire des choix déterminants quant à notre modèle de développement. Les gouvernements entendront-ils l'appel de la population qui les enjoint à tourner le dos aux carburants fossiles et à s'engager fermement dans une transition vers les énergies renouvelables?